

« TENDANCES DE L'ORIENT »

# La grande leçon de patriotisme d'Hassan Nasrallah

*par Pierre Khalaf*

PARTENAIRES | BEYROUTH (LIBAN) | 28 JANVIER 2013

ENGLISH ESPAÑOL



## La grande leçon de patriotisme d'Hassan Nasrallah

**P**ar Ghaleb Kandil

Le secrétaire général du Hezbollah, sayyed Hassan Nasrallah, a donné une bonne leçon de civisme et de patriotisme à tous ses détracteurs et adversaires qui le soupçonnent des plus mauvaises intentions et l'accusent des pires maux. Dans un discours qui peut être considéré comme le couronnement d'une série de prises de position, le chef du Hezbollah a proclamé son attachement à l'État et au Liban en tant que patrie définitive. S'adressant aux membres du parti, il a reconnu que par le passé, le Hezbollah a pu voir le Liban comme une création du colonialisme et une partie de l'Oumma. « *C'était à l'époque la guerre civile, et aujourd'hui nous avons changé et nos*

*priorités ne sont plus les mêmes, a-t-il dit. Nous voulons maintenant protéger le Liban et y préserver l'État. Ce pays est le notre et le drapeau estampillé du cèdre est notre drapeau ».*

Ces propos d'un franchise sans pareil constituent une gifle à tous ceux qui accusent le Hezbollah d'être une marionnette de l'Iran, de ne pas croire au Liban et de se comporter comme un État dans l'État.

Sayyed Nasrallah a également donné une preuve de sa bonne foi à ses partenaires et alliés politiques, notamment chrétiens, en levant toute ambiguïté au sujet de ses options législatives en annonçant que son parti votera en faveur du projet de loi électorale orthodoxe parce qu'il faut « *écouter et comprendre les craintes des chrétiens* ».

Dans un discours prononcé vendredi à l'occasion de la fête de la naissance du Prophète, le leader Hezbollah a affirmé « *comprendre les appréhensions qui animent les chrétiens et les poussent à rechercher une parité parfaite avec les candidats musulmans* ». « *Le choix d'une loi électorale dans les circonstances actuelles est très délicat, plus délicat que jamais auparavant, en raison des circonstances que traversent le pays et la région et affectent tout particulièrement le Liban, a dit Hassan Nasrallah. Et tout naturellement, les appréhensions des chrétiens sont plus fortes, en particulier quand ils voient ce qui se passe dans la région, ce qui s'est passé avec les chrétiens d'Irak. Ils ont le droit d'avoir peur et de considérer que les événements sont déterminants et loin d'être ordinaires. C'est pourquoi ils abordent ces élections avec des idées fondatrices.* »

Les principales forces chrétiennes appuient le projet orthodoxe qui, pensent-elles, permet aux chrétiens de choisir leurs représentants authentiques. « *Une fois que la chambre sera convoquée nous le disons sans détour, nous voterons pour le projet de loi orthodoxe* », a assuré le chef du Hezbollah. « *Les chrétiens affirment que le projet orthodoxe leur donnera l'occasion d'être représentés pleinement. Offrons-leur, comme musulmans, cette occasion et élisons un Parlement où personne ne pourra affirmer qu'il n'est pas équitablement représenté en fonction de son véritable poids électoral, et ce Parlement offrira peut-être au Liban l'occasion de corriger le système en place* », a-t-il dit.

Hassan Nasrallah a qualifié de « *fondamental* » le mode de scrutin proportionnel, qui est le plus à même de donner aux différentes forces politiques « *leur véritable poids électoral* » et de permettre au maximum de forces significatives d'accéder au Parlement.

Pour Hassan Nasrallah, le découpage des circonscriptions vient en second lieu, du moment que le mode de scrutin proportionnel est adopté. « *Le parti acceptera tous les projets basés sur ce mode de scrutin, que le Liban soit adopté comme circonscription unique où que le découpage soit au niveau des mohafazats* », a-t-il dit, en soutenant également l'option du projet mixte, alliant la proportionnel au mode de scrutin majoritaire.

Hassan Nasrallah a réfuté les arguments avancé par le Courant du futur pour rejeter la proportionnelle, selon lesquels les armes avaient été utilisées pour influencer sur l'issue du scrutin, en 2009. « *Le type d'armes qui peut influencer sur un vote ce ne sont pas les missiles, mais les kalachnikovs qui sont aux mains de tous* », a déclaré Hassan Nasrallah. Selon lui, il existe, en revanche, une arme bien plus significative qui peut fausser les résultats du scrutin : celle de l'argent. « *J'ai entendu dire de ma propre oreille un haut responsable, dont je tairai le nom, affirmer que lors de la campagne de 2009, l'autre camp a dépensé 3 milliards de dollars* », a-t-il dit.

Sayyed Hassan Nasrallah a mis en garde les forces politiques contre le discours confessionnel et les a appelé à ne plus parier sur un effondrement du régime syrien. Selon lui, les conflits qui secouent le monde arabe sont d'ordre politique avant tout. « *Ne jouons pas avec le feu, ne prenons pas le risque de libérer le génie de la discorde confessionnelle de sa lampe ; nous ne pourrions plus l'y faire rentrer !* », a-t-il conclu.

## La tendance en Syrie

**Bachar al-Assad apparaît à l'aise dans une mosquée, son armée progresse sur tous les fronts**

Par Pierre Khalaf

Démentant toutes les informations sur le fait qu'il vit cloîtré, en dehors de Damas, et craint de se déplacer, Bachar al-Assad est apparu en public pour la deuxième fois depuis le début de l'année. Entouré de haut responsables de l'État et d'une foule de fidèles dans une mosquée du Nord de Damas, dans le quartier de Mouhajirine, le président syrien écoutait le prêche prononcé par le ministre des Wakfs (Biens religieux). Les images diffusées en direct par la télévision d'État ont montré le président Assad prenant un bain de foule et discutant, à l'aise, avec les fidèles et les responsables présents.

Pendant ce temps, les avancées de l'armée syrienne se poursuivent sur tous les fronts, notamment autour de Damas et dans la région de Homs. L'Armée arabe syrienne (AAS) a ainsi bloqué un millier de terroristes du Front al-Nosra dans la ville de Darayya située au sud-ouest de Damas. Une source proche du commandement militaire responsable de l'opération dans cette région a indiqué à l'agence russe Ria Novosti que « *la situation s'améliore de jour en jour, à l'heure actuelle nous contrôlons les deux tiers du territoire de Darayya. Les terroristes sont bloqués, cette fois nous ne leur avons pas laissé de couloir de sortie. Ils ont le choix entre se rendre et être tués* », a indiqué l'interlocuteur de l'agence. Selon la source, les forces gouvernementales ont bloqué 1 000 à 1 500 rebelles à Darayya. « *Ils utilisent des armements et des moyens de communication modernes de fabrication américaine et israélienne. Chez les morts nous trouvons des documents confirmant qu'ils viennent de Turquie, de Libye et d'Afghanistan* », a poursuivi la source.

Dans le Nord, la contestation populaire contre les groupes armés a pris de l'ampleur dans les quartiers où ils sont présents à Alep. Presque tous les jours des manifestations réclamant leur retrait de la ville sont organisées par la population. Dans le passé, les rassemblements se déroulaient spontanément dans les quartiers sans concertations avec d'autres secteurs de la ville. Mais dernièrement, les jeunes de quatre quartiers sont sortis dans les rues simultanément pour dénoncer le fait que les terroristes se cachent dans les zones résidentielles entre les maisons, établissent des check-points, fouillent les passants et se livrent à des vols.

À Homs, l'armées a pris le contrôle des régions de Kfaraya et

Sultaniyé, après avoir infligé de lourdes pertes aux groupes armés. Pendant ce temps, la troupe a poursuivi ses opérations militaires dans la campagne de Homs, notamment à Rastan, Qoussair et Houla.

## Déclarations et prises de positions

**Alain Aoun**, député du Courant patriotique libre

*« Nous n'avons pas réussi à nous mettre d'accord sur un projet de loi électorale. Nous allons droit vers une crise politique si nous n'adoptons pas une loi électorale. Pour que les législatives aient lieu à la date prévue, le dernier délai est le 11 mars. Nous n'avons plus qu'un seul mois. Le scrutin ne peut pas avoir lieu sur la base de la loi électorale de 1960. Le projet du Rassemblement orthodoxe a obtenu le plus de votes à la sous-commission. Ce texte n'est pas en contradiction avec la Constitution, et il est le plus à même d'assurer une représentation équitable de toutes les communautés. »*

**Ali Fayyad**, député du Hezbollah

*« Ceux qui attaquent la proportionnelle sans cesse par crainte de voir leur véritable poids politique dévoilée au grand public doivent mettre un terme à leurs agissements. La proportionnelle permet une meilleure représentation des communautés. Il faut être transparent avec l'opinion publique. Nous sommes attachés à la saine représentation des électeurs chrétiens et à la proportionnelle. Qu'ils nous expliquent comment ils vont améliorer la représentation des électeurs chrétiens avec le projet des 50 circonscriptions au système majoritaire. »*

**Sarah Leah Whitson**, directrice de HWR pour le Moyen-Orient

*« Des groupes rebelles ont délibérément pillé deux églises et détruit un lieu de culte chiite dans des villages où coexistent plusieurs communautés religieuses dans le nord-ouest de la Syrie. La destruction de sites religieux accentue les craintes concernant les minorités religieuses et aggrave la tragédie que vit le pays, avec des dizaines de milliers de personnes tuées. La Syrie perdra sa*

*diversité culturelle et religieuse si les groupes armés ne respectent pas les lieux de culte. Les dirigeants des deux parties doivent faire passer le message que ceux qui attaquent ces sites devront rendre des comptes. Les combattants de l'opposition ont la responsabilité de protéger les sites religieux dans les zones sous leur contrôle de tout vol ou dégât intentionnel. »*

## Événements

• Des manifestants du village chrétien de Kfardebian, dans la montagne du Kesrouan, ont bloqué jeudi 24 janvier la route menant aux pistes de ski de Faraya pour tenter d'empêcher le cheikh salafiste Ahmad al-Assir et 200 de ses partisans d'y accéder. L'Armée libanaise est intervenue pour disperser les manifestants provoquant des échauffourées.

Le chef du Courant patriotique libre (CPL), Michel Aoun, a appelé les manifestants à rouvrir la route, soulignant vouloir éviter « *un nouveau bus de Aïn el-Remmaneh* » en allusion à l'attaque d'un bus de Palestiniens qui avait déclenché la guerre civile libanaise en 1975. Le parti des Forces libanaises (FL) a condamné l'incident. Cheikh Assir a finalement réussi à atteindre la station de Faraya dans l'après-midi. À son arrivée, il a effectué une prière avec ses partisans sur les pistes de ski. L'Agence d'information nationale (ANI, officielle) a rapporté que le cheikh salafiste a quitté Faraya en soirée. Un convoi sécuritaire a accompagné le bus qui le transportait jusqu'au littoral. Cheikh Assir est connu pour ses positions radicales. Il avait organisé de nombreuses manifestations et sit-in hostiles au Hezbollah.

Commentant la visite du cheikh salafiste à Faraya, le général Michel Aoun a affirmé que l'incident de Kfardebian « *ne devrait pas se répéter* ». « *Nous avons réussi cette fois à régler le problème, mais ceci sera plus difficile à l'avenir si ce genre d'incident devait se répéter* » a dit M. Aoun. « *Assir insulte toutes les personnalités libanaises dans ses discours, a poursuivi M. Aoun. Il m'a personnellement attaqué plusieurs fois, il a aussi attaqué (le secrétaire-général du Hezbollah) Hassan Nasrallah et (le président*

*du Parlement) Nabih Berry. Voilà pourquoi certains jeunes ont voulu bloquer la route devant son convoi ».*

- Le journaliste français Georges Malbrunot a indiqué sur son blog hébergé par le quotidien français *Le Figaro* que les États-Unis ont installé un détachement Delta de leurs forces spéciales à Harissa juste au nord de Beyrouth. Citant une source militaire française, il a précisé qu'il s'agit d'une poste d'observation idéal pour surveiller ou s'infiltrer en Syrie. Mais des sources militaires libanaises ont nié ces informations tout en reconnaissant la présence au Liban « *depuis des années d'un petit groupe des forces spéciales américaines pour entraîner les troupes d'élites de l'Armée libanaise* ». Ces sources ont ajouté que ces militaires américains ne se trouvent pas à Harissa, refusant toutefois de préciser l'endroit où ils sont déployés.

- Le chef des ravisseurs des otages libanais en Syrie, Omar Dadikhi, plus connu sous le nom d'Abou Ibrahim, serait mort... pour la troisième fois. C'est en tout cas ce qu'on annoncé certains médias, mais les informations sur ce chef rebelle syrien sont incertaines. Des sources turques ont annoncé qu'il avait effectivement succombé à des blessures qu'il a reçues lors de la bataille de l'aéroport militaire de Taftanaz, près d'Alep. Une information confirmée par des sources diplomatiques. Des milieux de l'opposition syrienne assurent toutefois qu'Abou Ibrahim est toujours en vie mais que son état est critique.

## Revue de presse

**As Safir** (Quotidien libanais proche de la majorité, 24 janvier 2013)

Imad Marmal

Les prochaines élections législatives semblent être compromises. Le texte remis par le gouvernement au Parlement, la proposition orthodoxe, le projet basé sur 50 circonscriptions, la loi de 1960, même la formule mixte mise en avant par Berry ont buté sur une impasse. Seul le changement des règles du jeu à la dernière minute et un vote parlementaire en séance plénière permettront aux

antagonistes de sortir de l'ornière.

Pour la première fois, les Libanais sont livrés à eux-mêmes, en l'absence des parrains régionaux ou internationaux, qui sont absorbés par les développements en cours en Syrie. S'ils se montrent incapables de parvenir à une entente sur la loi électorale, ils donneront la preuve que le Liban doit rester sous tutelle, et qu'il est « *inhabile* » à gérer ses affaires internes et nationales.

**As Safir** (23 janvier 2013)

Le directeur des Nations unies et des organisations internationales au ministère français des Affaires étrangères, Nicolas de Rivière, l'ambassadeur français au Liban, Patrice Paoli, et une délégation de généraux de la Finul et de l'Armée libanaise ont effectué une tournée le long de la ligne bleue, de la Porte de Fatmé à Kfarkila et Adaïssé, où ils se sont observés la colonie israélienne de Misgav Am. Ils se sont ensuite rendus à Ghajar et Wazzani, accompagnés d'une vingtaine de véhicules de la Finul et de l'armée. Cette tournée intervient après qu'Israël eut admis avoir construit la localité de Misgav Am sur 2 500 dounoums de terre appartenant au village libanais de Adaïssé.

Selon des sources internationales, il n'existe aucune relation entre cette visite et les sit-in observés devant l'Ambassade de France en signe de protestation au report de la décision de la libération du militant Georges Ibrahim Abdallah.

**As Safir** (23 janvier 2013)

Hanadi Kouchour

Cela fait plus d'une semaine que les amis du militant libanais Georges Ibrahim Abdallah ne quittent pas la tente dressée face à l'Ambassade de France, rue de Damas à Beyrouth. Les activistes ont inscrit sur les murs proches de l'ambassade : « *Non à l'ambassade Franco-israélienne au Liban* », ou encore « *Expulsez l'ambassadeur de France du Liban* ». Les manifestants ont brandi des pancartes dénonçant « *la soumission de l'administration française aux diktats des services de renseignement israélien et états-unien* ». Hassan Sabra, membre du Collectif international pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah, a affirmé que les amis du militant continueront à organiser des mouvements contre les différentes antennes de l'Institut français au Liban et à saboter les intérêts

français, notamment économiques au Liban. Le sit-in ne sera pas levé de sitôt, a-t-il affirmé. Les partisans de Abdallah attendent la décision de la justice française reportée au 28 janvier.

La tente de Abdallah ne désemplit pas. Des amis et des personnalités se succèdent afin de témoigner leur solidarité avec le militant. Parmi les visiteurs, le député britannique Georges Galloway, ainsi que de nombreux anciens détenus libanais libérés des prisons israéliennes. Pour les partisans de Georges Abdallah, la visite du député britannique a une valeur symbolique et humaine. Ce dernier a mis l'accent sur l'importance de la libération d'Abdallah, appelant l'État français à le remettre en liberté. Il a affirmé également qu'il demandera au Parlement britannique d'intervenir auprès des autorités françaises en faveur de sa libération inconditionnelle.

Le frère de Georges, Joseph Abdallah, a remercié le bâtonnier de Beyrouth, Me Nouhad Jaber, après s'être entretenu avec lui à l'Ordre des avocats. Il a salué les positions prises par Jaber durant son déplacement en France à l'égard de l'affaire de Abdallah. « *Le bâtonnier est disposé à exprimer sa solidarité avec les avocats qui plaideront en faveur de Georges Ibrahim Abdallah* », a-t-il affirmé, faisant savoir que les deux Ordres des Avocats, à Beyrouth et au Liban Nord, observeront simultanément un sit-in afin de porter haut l'étendard des libertés publiques et des droits de l'homme, loin des positions politiques.

Le ministre de l'Information, Walid Daouk, a affirmé que le Conseil des ministres a chargé le ministre de la Justice, Chakib Cortbawi, d'intensifier les contacts avec son homologue français et le ministre des Affaires étrangères de suivre cette affaire auprès de l'ambassadeur français au Liban afin de parvenir à une solution le plus tôt possible.

**As Safir** (23 janvier 2013)

Claire Chokor

Les dernières rencontres du chef du Parti socialiste progressiste (PSP) Walid Joumblatt avec les responsables russes à Moscou étaient amicales, contrairement à la froideur de ses réunions dans les mêmes bureaux, il y a un an. À cette époque, la discussion était rigide, voire rude. M. Joumblatt a dit à ses interlocuteurs russes

que la solution politique à la crise syrienne passe par un gouvernement de transition disposant des pleins pouvoirs exécutifs, si Bachar al-Assad ne veut pas quitter le pouvoir. Les Russes lui ont répondu que le président syrien est prêt à déléguer ses prérogatives pendant la période transitoire, mais le chef du PSP n'est pas convaincu d'un tel scénario.

À la question de savoir ce qui empêche la Russie d'accueillir le chef de l'État syrien, on lui répond que Moscou n'est pas disposée à entreprendre une telle mesure, de plus, Assad n'a confiance en aucune garantie étrangère. Plusieurs réponses pour une seule explication, selon lecture de Joublatt : Bachar al-Assad va rester... rester... rester... et c'est la Syrie qui va en payer le prix.

Dans une réflexion géopolitique, le chef du PSP pense que les États-Unis vont bientôt se passer du pétrole du Golfe, dont l'argent sert à remplir des arsenaux qui n'ont aucune fonction, et à réaliser des projets pharaoniques qui fondent dans les sables du désert. Alors qu'une poignée de dinars aurait suffi à éradiquer l'analphabétisme. Cela signifie aussi que l'administration américaine ne s'intéresse pas à ce qui se passe à Damas et sa campagne et dans les villes et villages de Syrie. En deux mots, tous ces indices prouvent que la guerre civile va durer longtemps, très longtemps.

#### **As Safir** (22 janvier 2013)

Sami Kleib

En l'espace de moins d'un mois la France s'est impliquée dans au moins quatre crises. Un de ses agents de renseignement a été exécuté par des extrémistes islamistes en Somalie. Elle a déclenché une guerre contre les jihadistes au Mali, où contrairement aux prévisions, la guerre sera de longue durée. Al-Qaïda a riposté par une opération d'envergure de prise d'otages en Algérie laquelle s'est soldée par un carnage. La France s'est également impliquée en Syrie, aussi bien sur le plan politique que sécuritaire. Elle a été le premier État occidental à avoir accrédité un ambassadeur de la coalition de l'opposition syrienne à Paris. Enfin, la France a retardé la libération du combattant libanais Georges Ibrahim Abdallah. Elle a été alors accusée de « *se plier aux diktats américains et israéliens* », selon les termes du célèbre avocat, Jacques Vergès.

Il semble que cette implication élargit le fossé entre le président François Hollande et l'opposition de droite. Cette dernière ainsi qu'une grande partie du peuple français étaient en faveur de l'implication de la France à l'ouest de l'Afrique. Mais, à l'heure actuelle, les critiques se font de plus en plus entendre. Ceci est dangereux. Mais plus dangereux encore, c'est que la France est confrontée à Al-Qaïda. Ceci évoque la situation dans laquelle se trouvait la France quand elle s'en est pris aux islamistes d'Algérie. À l'époque, des stations de métro à Paris et dans d'autres régions ont été prises pour cible par une vague d'attentats. Ceci évoque aussi la situation dans laquelle elle se trouvait quand elle s'est impliquée dans les sables mouvants libanais au début des années 80 du siècle dernier où un attentat a frappé le siège des parachutistes français à Beyrouth. Le contingent français opérant au sein de la Finul est en proie aujourd'hui à plus d'un risque, en dépit de la coordination continue qui existe entre les forces onusiennes et les services de sécurité libanais au Sud.

Des informations circulent selon lesquelles les forces de la Finul ont été confrontées à un incident il y a quelques jours dans la région de Jisr el Khardali. En outre, des manifestations sans précédent ont été organisées devant le siège du contingent français à Deir Kifa à Tyr.

Le Hezbollah a envoyé quelques signaux. Mahmoud Komaty, membre du bureau politique du parti, a tenu à participer à la manifestation devant l'Ambassade de France à Beyrouth. Le parti tient sans doute à l'affaire de Georges Ibrahim Abdallah. Il ne peut pas brandir l'étendard de la libération de Samir Al-Kintar et laisser tomber en même temps Georges Ibrahim Abdallah, même si les deux cas sont, dans le fond, différents l'un de l'autre. Ceci est important. Mais plus important encore est le fait que le Hezbollah fait parvenir plusieurs messages, dont certains portent sur le rôle joué par la France en Syrie. Le Hezbollah entend par là que Paris doit s'attendre à davantage d'escalade.

Nul doute que l'Otan et l'Amérique soutiennent la France dans ces batailles. L'affaire est liée à la lutte contre le terrorisme dont la France en a été la première à souffrir. Peut-être, les socialistes sont-ils réellement sincères dans leur politique et visent à juguler le danger du terrorisme en Afrique, qu'il considère comme leur

profondeur stratégique. Mais l'histoire contemporaine montre que Washington court-circuite souvent Paris et l'Europe quand l'heure des « deals » arrive. Vu la tournure prise par les événements au Mali on peut dire que l'administration de François Hollande est dans le pétrin. Ceci a porté les autorités sécuritaires à relever au niveau rouge le plan Vigipirate. Il est prévu que ce niveau ne soit pas baissé de si tôt, même si la France réussira ponctuellement à frapper Al-Qaïda. Qui empêchera-t-il désormais le retour du spectre des attentats sur le territoire français ou contre les intérêts de la France à l'étranger ?

**An Nahar** (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

(23 janvier 2013)

Des visiteurs du chef des Forces libanaises indiquent que Samir Geagea met l'accent sur son alliance avec le Courant du futur et insiste sur le fait que « *rien et personne ne pourra nous séparer* ». « *Nous tenons à notre relation avec le Courant du futur autant que nous tenons à la bonne représentation des chrétiens dans la loi électorale, sinon plus* », a-t-il dit.

Ces visiteurs ont indiqué que « *Geagea a rassuré les partisans du 14-Mars que cette coalition continuera à avoir des objectifs communs en dépit du débat sur la loi électorale la plus représentative* ». « *Nous ne nous disputerons pas pour des sièges parlementaires ou pour des postes et les Forces libanaises ne conçoivent l'avenir qu'avec le Courant du futur* », a déclaré M. Geagea. Le chef des FL a déployé d'intenses efforts pour que le secrétariat du 14-Mars reprennent ses réunions, suspendues depuis le début des travaux de la sous-commission parlementaire chargée d'examiner les projets de loi électorale. Effectivement, le secrétariat a tenu hier une réunion.

**Al Akhbar** (Quotidien libanais proche de la majorité, 24 janvier 2013)

Nicolas Nassif

Selon les responsables libanais, les ambassadeurs européens en poste à Beyrouth, le représentant spécial de Ban Ki-moon, ainsi que les ambassadeurs de Russie, de Chine, de Turquie et d'Iran, montrent un intérêt grandissant à l'égard des élections législatives de 2013, contrairement aux ambassadeurs des pays arabes qui font

preuve d'indifférence vis-à-vis de cette échéance.

Les ambassadeurs occidentaux ont multiplié leurs visites aux politiques libanais en vue de s'enquérir de leurs positions vis-à-vis des projets de loi électorale ainsi que des élections législatives. Ils ne semblent pas être enclins à rééditer l'expérience des anciens ambassadeurs américain et français au Liban, Jeffrey Feltman et Bernard Emié, qui avaient supervisé l'organisation des législatives de 2005 dans la foulée du retrait des troupes syriennes du Liban. À l'époque, les deux diplomates avaient travaillé d'arrache-pied afin de faire parvenir le 14-Mars au pouvoir. Ils étaient allés jusqu'à refuser leur report de quelques jours, le temps de permettre au chef du Législatif de faire aboutir ses efforts visant à modifier la loi de 2000.

Aujourd'hui, les ambassadeurs ne semblent pas non plus être enthousiastes à rééditer l'expérience des élections de 2009, qui s'étaient déroulées sous le parrainage de l'Arabie saoudite et de la Syrie. Les deux pays s'étaient accordés à maintenir la stabilité au Liban et à s'y partager les pouvoirs. Saad Hariri fut nommé Premier ministre et un gouvernement d'union fut mis en place dans lequel le tiers de blocage avait été confié à la minorité.

À l'orée du scrutin de 2013, les Américains ainsi que les Français et les Saoudiens semblent être occupés par la guerre en Syrie. Les ambassadeurs constatent que ni un changement de donne ni une sortie de crise ne se profilent à l'horizon en Syrie. Partant de là, ils se contentent de jouer le rôle d'observateur.

Lors des réunions qui ont eu lieu ces derniers jours, les ambassadeurs auraient fait les observations suivantes à leurs interlocuteurs libanais : Aucun prétexte ne justifie le report des élections ; l'objectif est le respect de l'échéance électorale et non pas la formule de la loi électorale. Des élections législatives transparentes déboucheront sur la mise en place d'un gouvernement représentatif de toutes les forces politiques à même de maintenir la stabilité dans le pays ; certains ambassadeurs aurait fait part de leur rejet des actes de provocation et du discours sectaire, tout en exprimant leur compréhension de la composition confessionnelle du Liban ; pour les diplomates, il est possible de tenir les élections tout en préservant la stabilité ; les ambassadeurs se seraient enquis auprès de leurs interlocuteurs libanais du jour

d'après les élections ; une telle question reflète leurs appréhensions quant aux obstacles qui entraveraient la formation d'un nouveau gouvernement. Tous les Ambassadeurs auraient unanimement mis l'accent sur l'importance du maintien de la stabilité.

**Al Akhbar** (23 janvier 2013)

Nasser Charara

Selon des signes européennes dignes de foi, les Nations unies ont dernièrement soumis aux parties libanaises concernées une demande officielle réclamant l'autorisation pour les forces de la Finul déployées au sud du Litani d'utiliser l'aéroport militaire de Rayak. La demande s'accompagne d'une requête pour que des experts de l'Onu soient autorisés à inspecter l'aéroport pour vérifier s'il pourra servir à l'atterrissage d'hélicoptères. Pour justifier une telle requête, la Finul a fait valoir qu'elle s'inscrivait dans le cadre des préparatifs destinés à faire face à de possibles évacuations médicales, par voie aérienne, de personnels de la Finul qui travaillent en tant qu'observateurs en Syrie.

De sources proches du commandement de la Finul à Naqoura, on apprend que ce commandement a informé les autorités libanaises concernées des détails relatifs à un hélicoptère de la force internationale, avec son équipage, que cette force compte envoyer à l'aéroport de Rayak : ce sera une première démarche concrète en prélude à la mise en œuvre du « *plan d'évacuation médicale* » des membres des Nations unies en Syrie, si le besoin se présente.

D'un point de vue juridique en rapport avec les missions de maintien de la paix des Nations unies, cette requête contredit des propos tenus, il y a quelques mois, par le commandement de la Finul après la publication d'informations dans la presse évoquant un plan d'évacuation des observateurs internationaux déployés en Syrie à l'époque en application du plan de Kofi Annan. La Finul avait alors démenti ces informations et assuré que les forces mandatées pour mettre en œuvre la résolution 1701 n'étaient pas autorisées à intervenir dans une mission ne relevant pas de cette résolution, et que le contraire était également vrai pour ce qui concerne les autres missions accomplies par des forces de maintien de la paix en vertu de résolutions des Nations unies qui

déterminent exclusivement les missions en question.

Les parties officielles libanaises sollicitée par la Finul ont avalisé cette requête et l'ont fait savoir au commandement de la force internationale.

Cette demande suscite toutefois des interrogations en raison notamment de son timing. Il s'agit également de savoir s'il existe un lien quelconque avec des informations évoquant une intensification sans précédent des opérations militaires en Syrie d'ici au mois de mars.

Le timing de cette requête coïncide, on l'aura noté, avec l'arrivée de trois avions de transport militaires russes pour évacuer une centaine de ressortissants russes résidant en Syrie, à leur demande. Cette coïncidence donne lieu à diverses conjectures établissant un lien entre les deux événements, dans la mesure où tous les deux indiquent que l'on s'attend à un rebondissement sécuritaire de taille en Syrie.

#### **Al Akhbar (23 janvier 2013)**

Des sources de sécurité expliquent que la tension apparue dernièrement à Tripoli s'inscrit dans le cadre des préparatifs militaires en cours dans la ville en prévision d'un embrasement vaste et généralisé. Ces préparatifs se déroulent au milieu d'un laisser-aller des responsables politiques et d'un laxisme des milieux officiels. Rien n'est entrepris pour épargner à Tripoli la nouvelle catastrophe qui se profile à l'horizon et qui va frapper la ville et ses habitants.

Les chefs de certains groupes armés confirment que la tension grandit jour après jour et prend très vite la forme habituelle à la veille de chaque explosion de la violence entre Bab-Tebbané et Jabal Mohsen. Ces sources établissent un lien entre la situation à Tripoli et les informations sur les progrès enregistrés sur le terrain par l'armée syrienne aux dépens des rebelles armés.

Des sources officielles affirment que la situation pour s'embraser à tout moment à Tripoli car la crise n'a pas été réglée convenablement et la trêve entre les belligérants n'a pas été consolidée. De plus, la plupart des hommes politiques n'ont aucune influence sur les groupes armés actifs sur le terrain.

#### **Al Akhbar (23 janvier 2013)**

Radwan Mortada

Un groupe actif dans le domaine de la cyber-guerre, appelé l'armée syrienne électronique, est récemment parvenu à pirater un certain nombre de sites officiels au Qatar, en Arabie saoudite et en Turquie, et a réussi à télécharger des milliers de documents confidentiels. *Al Akhbar* a obtenu des copies de ces documents via un intermédiaire et en publie deux.

Le premier document est le procès-verbal d'une réunion entre le Premier ministre qatari, Hamad Ben Jassem Al Thani, et le président égyptien Mohammad Morsi, en septembre 2012. Les deux hommes parlent de la situation en Syrie et Hamad évoque un contact avec la Russie pour la convaincre d'abandonner Bachar al-Assad, contre des engagements de la part de l'Armée syrienne libre (ALS) sur le maintien de la base navale de Tartous. Le document montre que l'aide financière fournie par le Qatar à l'Égypte n'est en fait qu'une série de prêts avec intérêt, en contrepartie de privilèges et d'avantages accordés à l'émirat du Golfe afin qu'il investisse dans l'industrie sidérurgique en Égypte.

L'autre document est le procès-verbal d'une réunion entre l'héritier qatari, l'émir Tamim Al Thani, et le ministre turc des Affaires étrangères, Ahmet Davutoglu, qui insiste sur la nécessité de ne pas donner à Assad la chance de gouverner jusqu'en 2014, car il pourra ainsi anéantir l'opposition.

**Al Hayat** (Quotidien panarabe à capitaux saoudiens, 25 janvier 2013)

Un sommet européen prévu en février devrait étudier la possibilité d'inscrire le Hezbollah sur la liste européenne des organisations terroristes, sous prétexte de l'implication du parti dans l'attentat en 2012 contre des touristes israéliens en Bulgarie.

Selon une source anonyme, Paris s'oppose à l'inscription du Hezbollah sur cette liste car « *ce n'est pas le moment de déstabiliser le Liban* ». « *Cette affaire est controversée en France où les avis sont mitigés concernant les demandes faites par quelques pays européens, dont la Grande-Bretagne, concernant le Hezbollah* », précise la source. Et d'ajouter : « *Paris veut éviter de déstabiliser le Liban, sauf si des preuves concrètes concernant l'implication du Hezbollah dans cet attentat sont mis en avant* ».

Le 18 juillet 2012, trois personnes ont trouvé la mort et plus de vingt autres ont été blessées dans un attentat contre des touristes israéliens à l'aéroport bulgare de Bourgas, sur la Mer Noire. Israël avait accusé le Hezbollah et l'Iran d'être responsable de l'attentat. « *Nous sommes confrontés à une vague mondiale de terrorisme, l'attentat de Bourgas a été mené par des activistes du Hezbollah et commandité par l'Iran* », a déclaré le ministre israélien de la Défense Ehud Barak deux jours après l'attentat.

**Ach Charq Al-Awsat** (Quotidien saoudiens, 25 janvier 2013)

Michel Abou Najem, Paris

Alors qu'elle était au premier rang des pays convaincus de la chute rapide du régime du président syrien Bachar al-Assad, la France, plus pessimiste aujourd'hui, a, semble-t-il, refait ses comptes. Son ministre des Affaires étrangères a d'ailleurs exprimé ce pessimisme en toute franchise –un pessimisme qui a commencé à s'emparer de son pays, pourtant le premier à affirmer qu'Assad a perdu toute légitimité et qu'il devait quitter le pouvoir.

Des sources diplomatiques ont considéré que si la situation était difficile sur le terrain, l'hégémonie du régime était en train de régresser, étant donné qu'il ne contrôle plus aujourd'hui que le tiers du territoire syrien. Ces sources reconnaissent que l'entrée en scène de jihadistes, à l'exemple du Front Al-Nosra, a « *compliqué la situation* », mais elles considèrent qu'il ne faut pas « *exagérer* » l'importance des effectifs et de l'influence de ces jihadistes qui, selon Paris, ne seraient que 2000 environ, et qui seraient de surcroît « *incapables de contrôler la Syrie ou d'en faire une terre de jihad selon le scénario afghan* ».

Les mêmes sources tirent ensuite la sonnette d'alarme en évoquant les considérations humanitaires et leur impact sur les pays voisins, en tête desquels le Liban : « *La France a pour priorité d'aider le Liban à porter ce fardeau, qui pourrait compromettre sa stabilité économique surtout* ». Sur un autre plan, elles nient toute marginalisation (de la France) pendant les réunions russo-américaines en présence de l'émissaire de l'Onu et de la Ligue arabe Lakhdar Brahimi.

S'agissant de l'armement de l'opposition, les sources françaises reconnaissent que la question est « *compliquée* » en raison

notamment de la présence de groupes jihadistes : on craint en effet que ces armes ne tombent entre leurs mains. La prudence s'impose par conséquent.

### L'Orient-Le Jour (Quotidien francophone proche du 14-Mars)

Scarlett Haddad (23 janvier 2013)

En deux ans à la tête du gouvernement, le Premier ministre Nagib Mikati a effectué au moins six courtes visites en Arabie saoudite. Et à chaque fois, il ravalait sa déception et revenait bredouille, les autorités de ce pays refusant de le recevoir et de reconnaître son gouvernement. Il s'en est même ouvert une fois à l'émir Bandar ben Sultan qui lui aurait clairement répondu : « *Nous n'avons rien de personnel contre vous. Mais nous n'acceptons pas ce qui a été fait au gouvernement de Saad Hariri.* » Mikati ne s'est pas pour autant découragé et il a persévéré, à sa manière discrète, dans ses tentatives de renouer les liens avec les autorités saoudiennes. Il a finalement obtenu gain de cause. Et sa visite à Riyad pour participer au sommet économique est devenue celle de sa reconnaissance en tant que Premier ministre du Liban par les dirigeants saoudiens.

D'abord, c'est l'ambassadeur au Liban Ali Abdallah Assiri qui lui a demandé de prolonger de 24 heures son séjour à Riyad à l'origine prévu pour une journée seulement, et ensuite, il a été reçu par le ministre des Affaires étrangères Saoud al-Fayçal puis par le prince héritier l'émir Salmane ben Abdel Aziz, tout comme il a reçu le vice-ministre des AE, le prince Abdel Aziz ben Abdallah, qui est aussi le fils du roi.

L'information pourrait être banale s'il s'agissait d'un autre pays que l'Arabie, mais le fait qu'il s'agisse du royaume wahhabite dont l'influence est considérable au Liban et surtout chez les sunnites, et du courant du Futur en particulier, mérite qu'on s'y arrête.

Il est donc clair que les dirigeants du royaume saoudien ont décidé désormais, deux ans après sa désignation, de reconnaître Najib Mikati comme Premier ministre du Liban. Avec cette reconnaissance, c'est le dernier appui du chef du courant du Futur cheikh Saad Hariri qui tombe. Ce dernier n'a en effet cessé depuis le renversement de son gouvernement de faire campagne contre le gouvernement Mikati, d'abord auprès des instances internationales,

ensuite auprès des pays arabes. Mais l'un après l'autre, les dirigeants du monde ont reconnu Mikati, saluant son savoir-faire et allant jusqu'à envoyer leurs ambassadeurs au Liban chez le président de la République pour demander le maintien du gouvernement après l'assassinat du général Wissam el-Hassan. Seule l'Arabie saoudite refusait encore de recevoir Mikati en tant que Premier ministre. C'est désormais chose faite. Pour Saad Hariri, c'est sans conteste une mauvaise nouvelle et il a décidé de riposter à sa manière dans le cadre d'un entretien télévisé avec la LBCI qui devrait être diffusé avant la fin du mois à partir de Paris.

En attendant ce que dira Hariri, on peut d'ores et déjà deviner que sa revendication de faire chuter le gouvernement ne tient plus la route. Les sources du courant du Futur révèlent qu'elle pourrait être remplacée par la demande d'un changement de gouvernement dès l'adoption d'une nouvelle loi électorale pour qu'une équipe neutre puisse organiser les législatives. D'autant que Mikati lui-même a posé récemment l'équation suivante : une nouvelle loi électorale contre la démission de son gouvernement. Mais on n'en est pas encore là. Pour l'instant, on peut s'étendre longuement sur les erreurs commises par le courant du Futur au cours de l'année écoulée et qui lui ont fait perdre une partie de sa crédibilité sur le plan interne et sur le plan externe. Mais le pire reste son appréciation erronée de la situation en Syrie. Le courant du Futur a, en effet, totalement appuyé l'opposition syrienne, affichant une position extrême et ne mesurant pas l'importance des groupes islamistes au sein de cette opposition ainsi que le danger qu'ils pourraient représenter pour la communauté internationale et pour le Liban. On se souvient de la fameuse déclaration de Saad Hariri dans laquelle il annonçait son retour au Liban via l'aéroport de Damas. Or, presque deux ans après le déclenchement de la rébellion en Syrie, les combats se poursuivent et le régime, qui a certes perdu du terrain, voire des régions, est encore présent, avec son appareil d'État et ses moyens, alors que les puissances concernées ont à la recherche d'un compromis.

Plus grave encore - et ce sont les médias occidentaux qui le disent -, il y a une sorte de désamour entre la population syrienne et l'opposition. Celle-ci ne réussit pas vraiment à s'imposer comme une alternative au régime, ni d'ailleurs à s'unifier autour d'un

projet précis, alors que le régime est en train de bénéficier d'une conjoncture plus favorable, surtout depuis que certains pays du Golfe ont commencé à vouloir renouer le contact avec lui. C'est notamment le cas du Koweït, des Émirats, mais aussi de l'Arabie qui a envoyé récemment des officiers du renseignement rencontrer des officiers syriens en Jordanie. Il ne s'agit pas d'un changement radical, mais d'une amorce, qui pourrait d'ailleurs ne pas aboutir. Selon les observateurs, elle va en tout cas dans le sens de la nouvelle attitude saoudienne à l'égard du Premier ministre Nagib Mikati, qui montre que l'Arabie saoudite a décidé de ne plus considérer le courant du Futur comme le seul représentant de la communauté sunnite au Liban. Cette visite de Mikati à Riyad a permis aux Saoudiens d'ouvrir une nouvelle page dans leurs relations avec le Liban

*Pierre Khalaf*

Source  
New Orient News (Liban)

---

Source : « La grande leçon de patriotisme d'Hassan Nasrallah », par Pierre Khalaf, New Orient News (Liban), *Réseau Voltaire*, 28 janvier 2013, [www.voltairenet.org/article177274.html](http://www.voltairenet.org/article177274.html)